Burundi : L’irréparable est déjà commis

@rib News, 01/05/2015 HORREURÂ : LE BURUNDI BRULE DANS UN CLIMAT DE TERREUR POLITIQUE Par Gervais Marcel Cishahayo On comprend trÃ¨s difficilement comment lâ€™UA, lâ€™ONU et le Conseil de SÃ©curitÃ© et les principaux partenaires du Burundi qui ont eu tout le temps dâ€™Ã©valuer la situation sur le terrain ont permis une telle redescente aux enfers qui avait pourtant Ã©tÃ© annoncÃ©e. Le fait que certains crimes semblables Ã ceux commis sous les rÃ©gimes antÃ©rieurs issus des coups dâ€™Ã©tat soient commis sous la gestion de lâ€™Ã©tat par un pouvoir issu de la rÃ©b constitue une circonstance aggravante.

Lâ€™irrÃ©parable est commisÂ : Les victimes de la rÃ©pression des manifestations contre le troisiÃ¨me mandat quâ€™on cra sont dÃ©jÃ tombÃ©es et les arrestations se chiffrent par centaines. Presque une gÃ©nÃ©ration depuis le coup dâ€™Ã©tat de Melchior Ndadaye et ses compagnons de lutte pour la dÃ©mocratie doivent se retourner dans leurs tombes. Les victimes des violences actuelles constituent une insulte contre la mÃ©moire de toutes les victimes du conflit politique burundais qui est loin dâ€™Ãªtre terminÃ© contrairement Ã ce que les uns et les autres voulaient faire croire. Avec quelques nuances, les affrontements entre la police et les manifestants rappellent ceux entre la population et lâ€™armÃ©e et la police Ã©paulÃ©e par les milices de jeunes (Sans dÃ©faite, Sans Ã©chec, etc.) qui Ã©taient utilisÃ©s pour traquer et Ã©liminer des gens dans c qui ressemblait Ã un nettoyage ethnique de certains quartiers et mÃªme au niveau national. Aujourdâ€™hui, malgrÃ© un discours officiel dâ€™apaisement et de dÃ©ni, un climat de terreur prÃ©vaut dans tout le pays et des dizaines de milliers de burundais se sont dÃ©jÃ rÃ©fugiÃ©s dans les pays limitrophes et lointains. Lâ€™histoire retiendra que la plus grave erreur d pouvoir aura Ã©tÃ© la mÃªme que celle des rÃ©gimes qui lâ€™ont prÃ©cÃ©dÃ©Â : Lâ€™utilisation (Â«Â uniformisationÂ Â» au parti CNDD-FDD (Imbonerakure) aux cÃ´tÃ©s des forces de sÃ©curitÃ© constitutionnellement habilitÃ©es Ã remplir ce rÃ´ Le fait que des crimes sont commis sous la gestion de lâ€™Ã©tat par un pouvoir issu de la rÃ©bellion constitue une circonstance aggravante. Aussi, pour une rare fois, on peut apprÃ©cier que les manifestants et la population dans son ensemble soient beaucoup plus rassurÃ©s par la prÃ©sence de lâ€™armÃ©e au lieu de la police dont certains Ã©lÃ©ments en uniformes sont les auteurs des morts qui ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© enregistrÃ©es. Toutes les institutions nationales ayant dans leurs attributions la sÃ©curitÃ© des citoyens dans leursÂ personnes et leurs biens avaient Ã©tÃ© amplement averties des violences qui pouvaient Ã©clater dâ€™un moment Ã lâ€™autre. Comment est-il possible que les partenaires du Burundi ferment pratiquement les yeux et les oreilles aux cris de dÃ©tresse de la population qui digÃ¨re mal le support quâ€™ils octroient gÃ©nÃ©reusement Ã un pouvoir qui les opprimeÂ ? Dans une grande mesure, certains politiciens qui ont dirigÃ© le pays devraient se regarder dans le miroir et assumer une grande part de responsabilitÃ© de ce qui est en train de se passer. En effet, mÃªme sâ€™ils ne sont plus officiellement aux commandes, ils continuent de siÃ©ger dans les importantes institutions du pays en leur propre nom ou en tant que leaders ou membres de partis politiques. On comprend trÃ¨s difficilement comment lâ€™UA, lâ€™ONU et le Conseil de SÃ©curitÃ© ainsi que tous les partenaires principaux du Burundi qui ont eu tout l temps dâ€™Ã©valuer la situation sur le terrain ont permis une telle redescente aux enfers. En effet, le prÃ©sident et son parti nâ€™ont jamais cachÃ© leur intention de briguer un troisiÃ¨me mandat que lâ€™opposition et la sociÃ©tÃ© civile, ont dÃ©non temps utile comme porteur de dangers dâ€™explosion de la violence. Maintenant ce sont ces mÃªmes institutions rÃ©gionales et internationales qui vont Ãªtre sollicitÃ©es pour faciliter la recherche dâ€™une solution Ã une crise qui pouvait Ãªtre Ã©vitÃ© avec une dose plus Ã©levÃ©e de fermetÃ© dans leurs rapports avec le pouvoir. A propos de lâ€™auteur Gervais Marcel Cishahayo est un membre de la diaspora burundaise depuis les annÃ©es 1970s et Ã©tabli Ã Malte, UE. Professeur, consultant sur les questions relatives Ã lâ€™Ã©ducation, la gÃ©ophysique, les NTICs, la diplomatie et les relations internationales, il est lâ€™auteur dâ€™articles dâ€™analyses et de contributions diverses dans les mÃ©dias sur lâ€™immigrat sÃ©curitÃ© et lâ€™intÃ©gration rÃ©gionale. Avocat de la bonne gouvernance dÃ©mocratique bien connu des milieux politique acadÃ©miques et nâ€™ayant jamais adhÃ©rÃ© officiellement Ã aucun parti politique depuis les annÃ©es 1980s, il est lâ€™au thÃ¨se dâ€™analyse de la dimension de la sÃ©curitÃ© de la CommunautÃ© Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) prÃ©sentÃ©e Ã lâ€™AcadÃ©mie MÃ©diterranÃ©enne dâ€™Etudes Diplomatiques de lâ€™UniversitÃ© de Malte.